

**Audience publique du 17 décembre 2014**

Recours formé par  
Monsieur ..., ...  
en présence de Madame ...,  
contre deux décisions du directeur du Service de Renseignement de l'Etat et  
une décision d'un jury constitué au sein du Service de Renseignement de l'Etat  
en matière de nomination

---

**JUGEMENT**

Revu la requête inscrite sous le numéro 30450 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif le 23 avril 2012 par Maître Jean-Marie Bauler, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur..., fonctionnaire d'Etat auprès du Service de Renseignement de l'Etat, demeurant à L-..., tendant principalement à la réformation, sinon subsidiairement à l'annulation :

- d'une décision du 26 janvier 2012 par laquelle le directeur du Service de Renseignement de l'Etat a rejeté sa candidature au poste de chef de département adjoint,
- d'une décision du directeur nommant Madame ... audit poste, et
- d'une décision du jury recommandant la nomination de Madame ... audit poste ;

Revu le jugement du tribunal administratif du 19 mars 2013, numéro 30450 du rôle ;

Revu l'ordonnance du 26 avril 2013 ;

Vu le jugement du tribunal administratif du 10 juillet 2013, numéro 30450a du rôle ;

Vu le mémoire supplémentaire du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 13 septembre 2013 ;

Vu le mémoire supplémentaire déposé au greffe du tribunal administratif le 13 septembre 2013 par Maître Jean-Marie Bauler au nom et pour le compte de Monsieur ... ;

Le juge rapporteur entendu en son rapport complémentaire ainsi que Maître Jean-Marie Bauler et Madame le délégué du gouvernement Jacqueline Jacques en leurs plaidoiries respectives.

---

Monsieur ... entra au service de l'Etat le 1<sup>er</sup> avril 2003 et fut affecté au Service de Renseignement de l'Etat, ci-après dénommé « le SRE », le 1<sup>er</sup> mai 2006.

Par courriel du 7 décembre 2011, la direction du SRE fit savoir au personnel du SRE que lors de la réunion de direction du 6 décembre 2011, il fut décidé de procéder dans chaque département à la nomination d'un chef de département adjoint. Ledit courriel précisa en outre que les personnes nommées au poste de chef de département adjoint continueraient à assurer leur travail quotidien actuel, mais que leur mission consisterait en plus de ce travail quotidien d'aider le chef de département correspondant dans la gestion des dossiers, l'organisation du département et d'assurer la suppléance du chef de département.

Par courrier du 19 janvier 2012, Monsieur ... posa sa candidature pour le poste de chef de département adjoint, du département Renseignement.

Lors de la réunion de la direction du SRE du 17 janvier 2012, il fut retenu que compte tenu du nombre élevé des personnes intéressées, une procédure de sélection sera organisée pour évaluer et départager les candidats. Il fut décidé que cette procédure consiste en un entretien individuel d'environ 30 minutes avec chacun des candidats lors duquel un jury, composé de trois personnes en fonction du département et du poste à pourvoir, posera trois questions d'ordre général à tous les candidats afin d'évaluer leur motivation et leurs visions. Il fut encore décidé que les candidats seront évalués selon quatre critères, à savoir la motivation, la qualification, la vision et l'esprit d'équipe voire la collégialité.

Le 18 janvier 2012, Madame ... fut entendue par un jury composé des Messieurs ... et ... et de Madame ... et Monsieur ... fut entendu le 23 janvier 2012 par un jury composé de Madame ..., Monsieur ... et Madame ....

Au vu des notes attribuées à chaque candidat, le jury recommanda de nommer Madame ... comme chef de département adjoint du département Renseignement. Par décision du 26 janvier 2012, le directeur du SRE, en se référant à un entretien individuel du 25 janvier 2012 lors duquel il expliqua à Monsieur ... plus amplement le résultat des entretiens avec le jury, informa ce dernier que sa candidature ne fut pas retenue. Par décision du même jour, le directeur nomma Madame ... au poste de chef de département adjoint du département Renseignement.

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 23 avril 2012, Monsieur ... a fait introduire un recours tendant à la réformation, sinon à l'annulation de ladite décision du directeur du SRE du 26 janvier 2012 portant rejet de sa candidature au poste de chef de département adjoint, du département Renseignement, contre la décision du directeur du même jour portant nomination de Madame ... au poste de chef de département adjoint, du département Renseignement et contre la décision, ainsi qualifiée, du jury ayant recommandé la nomination de Madame ... au poste de chef de département adjoint du département Renseignement.

Par jugement du 19 mars 2013, le tribunal administratif s'est déclaré incompétent pour connaître du recours principal en réformation, s'est déclaré incompétent pour connaître du recours subsidiaire en annulation pour autant qu'il était dirigé contre la recommandation du jury du 26 janvier 2012 et a reçu le recours en annulation en la forme pour le surplus. Le tribunal administratif a déclaré le mémoire supplémentaire déposé par le mandataire du demandeur le 8 février 2013 comme non admissible et il a rejeté comme non fondé les moyens du demandeur basés sur l'article 6 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'Etat et des communes ainsi que le moyen basé sur les principes d'unicité du jury et d'égalité de traitement des candidats.

Le tribunal a constaté par ailleurs que dans son mémoire en réplique, le demandeur s'est référé à des documents que tant le directeur du SRE, à travers un courrier du 23 octobre 2012, que le premier ministre, dans une décision du 24 décembre 2012, ont considéré comme étant des documents renseignant des faits de caractère secret relatifs au fonctionnement et aux activités du SRE au sens de l'article 16 de la loi modifiée du 15 juin 2004 portant organisation du service de renseignement de l'Etat, ci-après dénommé « la loi du 15 juin 2004 », de sorte à ce qu'ils aient refusé de les communiquer au demandeur. Par le même jugement, le tribunal avait invité la partie étatique de déposer lesdites pièces au greffe du tribunal administratif afin qu'il puisse statuer sur le caractère secret de ces pièces et sur la question de savoir si ces pièces sont susceptibles d'être débattues librement par les parties dans le cadre de la présente instance.

Par jugement du 10 juillet 2013, le tribunal a autorisé le mandataire du demandeur de consulter ces pièces au greffe du tribunal administratif et a invité les parties à déposer un mémoire supplémentaire.

Quant au fond, le demandeur conteste en substance l'évaluation et les notes attribuées par le jury et donne à considérer qu'il aurait disposé d'un grade et d'une ancienneté supérieurs à ceux de la candidate finalement retenue.

Le délégué du gouvernement conclut au rejet du recours.

A titre liminaire, le tribunal relève que, lorsqu'il est saisi d'un recours en annulation, il a le droit et l'obligation d'examiner l'existence et l'exactitude des faits matériels qui sont à la base de la décision attaquée, de vérifier si les motifs dûment établis sont de nature à motiver légalement la décision attaquée et de contrôler si cette décision n'est pas entachée de nullité pour incompétence, excès ou détournement de pouvoir, ou pour violation de la loi ou des formes destinées à protéger des intérêts privés. Confronté à une décision relevant d'un pouvoir d'appréciation étendu, tel que cela est le cas en l'espèce, le juge administratif, saisi d'un recours en annulation, peut examiner si la mesure prise n'est pas manifestement disproportionnée par rapport aux faits établis, en ce sens que cette disproportion laisse entrevoir un usage excessif du pouvoir par l'autorité qui a pris la décision, voire un détournement du même pouvoir par cette autorité, étant relevé que la sanction d'une disproportion est limitée au cas exceptionnel où une flagrante disproportion des moyens laisse entrevoir un usage excessif du pouvoir par cette autorité.

En outre, dans le cadre des affaires de nominations de fonctionnaires à des postes revêtant une certaine responsabilité, le tribunal est appelé à user son contrôle du caractère manifestement disproportionné d'une mesure prise, ou encore de celui d'une flagrante disproportion d'une telle mesure avec une circonspection accrue dans la mesure où, par la nature des choses, les éléments lui soumis de part et d'autre ne reflètent pas forcément une image complète de la situation lui soumise et qu'il lui appartient de juger des compétences tant professionnelles que humaines des candidats sur base d'un dossier relatant des faits qui se sont déroulés dans le cadre d'un environnement de travail qui est, la plupart du temps, inconnu aux membres de la composition appelé à apporter son jugement sur cette situation dans son ensemble.

En outre, dans le cadre de la présente instance, le tribunal ne saurait, contrairement à ce qui constitue son rôle dans d'autres affaires, discuter en détail les différents faits qui lui ont été soumis étant donné que ces faits ont trait au fonctionnement interne du SRE et à ses missions, bien qu'un certain nombre des faits, tel que relevé à juste titre par le délégué du gouvernement, ont été évalués par la commission d'enquête parlementaire à laquelle il fait référence.

Quant au fond, le tribunal est amené à conclure que les éléments soumis à son appréciation ne sont pas de nature à retenir que les décisions déferées aient été prises en violation du pouvoir d'appréciation de son auteur.

En effet, s'il est indéniable que le demandeur a fait preuve d'un esprit analytique critique bien avant que les dysfonctionnements au sein du SRE ont été révélés au grand public et qu'il est aussi vrai que ses critiques ont porté notamment sur l'étendue des missions du SRE ainsi que sur la nécessité d'encadrer les activités du SRE plus strictement par la loi, et si les compétences professionnelles du demandeur n'ont à aucun moment été mises en doute, ce qui est par ailleurs reflété par la note attribuée au demandeur par rapport à sa qualification, le tribunal est cependant amené à conclure que, tel que relevé par le délégué du gouvernement, toutes les critiques émises par le demandeur n'ont pas été reconnues comme étant fondées par la commission d'enquête parlementaire.

D'autre part, il ressort des explications de la partie étatique que si le demandeur a su présenter au jury une vision globale du service de renseignement, la vision présentée par la candidate finalement retenue s'avère être plus ciblée par rapport au poste brigué, de sorte que le tribunal est amené à conclure que la différence dans la notation est justifiée.

Finalement, en ce qui concerne l'esprit d'équipe, notion qui englobe la collégialité, outre la difficulté d'évaluer les éléments lui soumis à cet égard, le tribunal est amené à conclure que la confiance que les membres du jury et le directeur ont manifesté à l'égard de la candidate qui a finalement été nommée se meut dans la sphère d'appréciation conférée au pouvoir de nomination.

Il suit de l'ensemble des considérations qui précèdent que le recours est à rejeter pour ne pas être fondé.

**Par ces motifs,**

le tribunal administratif, troisième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties ;  
vidant les jugements des 19 mars 2013 et 10 juillet 2013 ;  
au fond, déclare le recours non fondé et en déboute ;  
condamne le demandeur aux frais.

Ainsi délibéré par :

Claude Fellens, vice-président,  
Annick Braun, premier juge,  
Hélène Steichen, juge,

et lu à l'audience publique du 17 décembre 2014 par le vice-président, en présence du greffier Judith Tagliaferri.

s. Judith Tagliaferri

s. Claude Fellens

**Reproduction certifiée conforme à l'original**

Luxembourg, le 18 décembre 2014  
Le greffier du tribunal administratif